

Internationalement, ou en est la CGT ?

Contribution au débat de Jean-Pierre Page

Depuis son congrès de Strasbourg en 2000, la CGT a rejoint les rangs de la Confédération Européenne des syndicats (CES) et ceux de la Confédération Syndicale Internationale (CSI). Cela a entraîné un « *recentrage* » de son activité internationale en particulier en Europe. C'est là un fait, qui depuis quelques années suscite des interrogations souvent des critiques, dans ses rangs et au-delà !

Pendant de nombreuses années l'argument officiel des dirigeants de la Confédération fut : adhérer à la CES c'est se donner les moyens d'influencer le syndicalisme européen et avec d'autres confédérations rendre celui-ci plus combatif, plus démocratique et indépendant. Toutefois, d'autres dirigeants ajoutaient que l'objectif était aussi, de rendre compatible la CGT avec la conception qui a leurs yeux dominait de manière irréversible le syndicalisme européen et international, c'est-à-dire une vision réformiste des rapports entre le capital et le travail afin de favoriser un prétendu « *dialogue social* » par la « *concertation* » la « *proposition* », la « *négociation* », « *le partenariat* ».

Enfin les deux démarches se retrouvaient pour affirmer ensemble que la CGT devait rompre avec son isolement. Le secrétaire général de l'époque allant jusqu'à mettre en garde sur le risque pour la CGT de rejoindre le « *dernier carré* » des organisations syndicales en Europe et dans le monde appartenant à une vision obsolète, dorénavant en voie de disparition, celle d'avant la chute du mur de Berlin. Donc, point de salut, hors la conversion !

C'est avec cet état d'esprit que furent conduites les négociations avec les partenaires syndicaux de la CGT. Selon les règles de vie de la CES il fallait préalablement à l'affiliation lever l'opposition systématique de la CFDT. Selon un rapport de Nicole Notat devant les dirigeants de la CES l'adhésion de la CGT était alors prématurée. Elle prenait en compte les évolutions récentes sur la construction européenne, mais elle ajoutait que la CGT n'avait pas totalement rompu avec un syndicalisme de contestation et de confrontation, ce qui était à ses yeux en contradiction flagrante avec les valeurs du syndicalisme européen.

Bien que la quasi-totalité des confédérations syndicales en Europe soutenait l'affiliation de la CGT, le blocage persistait. Pour sortir de cette situation, il fallait parvenir à un nécessaire « *aggiornamento* ».

Celui-ci exigeait de faire des compromis, accélérer une mutation déjà en marche depuis des années. Commodément, ceci fut fait au nom d'un nouveau concept, celui du « *syndicalisme rassemblé* » qu'on s'empressa d'adopter et que l'on continue à défendre bec et ongles malgré l'évidence de son échec. Aujourd'hui cette obstination dont certains font preuve n'est pas sans risques pour l'unité et la cohésion de la CGT.

Cette révision doctrinale impliquait une réorientation des activités internationales de la CGT, une approche différente des enjeux européens, une normalisation des relations avec la centrale de Nicole Notat, une révision des fondamentaux qui appartenaient au patrimoine de la CGT comme le rôle déterminant accordé dorénavant à la proposition et à la négociation au détriment de l'action. Ce ralliement fut accepté !

Plus tard les mêmes raisons furent invoquées s'agissant de l'affiliation à la CSI. La convergence de la CGT au niveau mondial avec d'autres confédérations allait permettre, disait-on, de réorienter le syndicalisme pour en faire un outil au service de la lutte « *contre les excès de la mondialisation* ».

Avec au début 2000, la nouvelle formule du Forum Social Mondial de Porto Allègre (Brésil) le syndicalisme se rangeait dorénavant aux côtés d'ONG et de la société dite civile pour défendre l'idée d'une altermondialisation succédant de manière plus « constructive » à l'antimondialisation des débuts.

Cela semblait si convaincant qu'on ajouta également que l'hypothèque FSM avait été définitivement levée avec la chute de l'URSS. L'unité était dorénavant en marche puisqu'elle s'appuyait sur une nouvelle organisation internationale : la CSI, résultat d'un mariage entre la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) et une organisation professionnelle : la Confédération Mondiale du Travail (CMT). On fit le choix d'y adhérer, en limitant à sa plus juste expression la consultation démocratique dans la CGT.

Faisant suite au départ de la FSM en 1995, les affiliations de la CGT à la CES puis à la CSI allaient constituer et confirmer une évolution. Un saut « qualitatif » pour certains ? Non, une « rupture » !

Cela entraîna immédiatement une prise de distance avec de nombreuses organisations syndicales dans le monde et également un divorce sans consentement mutuel avec la FSM. Ceci était en contradiction avec les décisions du 45^e congrès de 1995 et rendait bien dérisoire l'argument selon lequel la CGT aurait été isolée internationalement, puisque dorénavant, elle allait établir des critères de sélection dans ses contacts internationaux.

Avec les décisions du congrès de Strasbourg, s'imposaient dorénavant le cadre très sélectif, verticale des orientations et décisions de la CES et de la CSI dans les relations bilatérales et multilatérales, elles allaient progressivement conduire à une mise en conformité de la CGT. Celle-ci renonçait ainsi à son indépendance de jugement et d'action.

Le département international fut réorganisé en conséquence ! Sa dimension militante abandonnée au bénéfice d'une bureaucratisation, d'une institutionnalisation sur le modèle syndical européen. **Cette prétendue « professionnalisation » avec la multiplication des collaborateurs n'ayant qu'une vague idée de ce que représentait le syndicalisme CGT dans les entreprises devint la règle.** Ces derniers ont ainsi appris à faire preuve d'absence de sens critique, d'allégeance, d'un a priori politique et idéologique conforme à la vulgate de la CES/CSI.

Les activités en Europe et dans les institutions prirent le pas sur une approche globale, transversale, militante en phase avec les besoins de la CGT dans les entreprises. Le groupe de recherche international de l'ISERES fut abandonné. Autant préciser que cette normalisation conforme aux pratiques de la CES/CSI augurait de ce qu'allait être les « **20 ans qui changèrent la CGT** » dans ses engagements internationaux.

Ce changement d'orientation opéré par le Congrès de Strasbourg au sujet des affiliations internationales et européennes était cohérent avec l'évolution des statuts marqués entre autres par l'abandon de l'objectif de « **la socialisation des moyens de production et d'échange** ». On peut ajouter que cette transformation avait déjà été engagée bien avant ; en fait dès le Congrès Confédéral de Grenoble fin 1978 dont se revendiquait la nouvelle direction de la CGT élue à Strasbourg.

Dans les rangs de la CGT ceci ne fut pas toujours perçu comme tel et fut même largement sous-estimé quant aux conséquences que ces orientations allaient entraîner. De plus avec l'élection d'un nouveau secrétaire général le congrès de Strasbourg allait masquer et occulter opportunément des changements beaucoup plus essentiels.

Presque 20 ans, après le bilan de ces décisions est accablant au point que de nombreux militants et syndicats se demandent si c'est la CGT qui a influencé l'évolution de la CES et de la CSI, ou si ce ne serait pas l'inverse. Le développement chaotique de la situation revendicative en France et en Europe, les débats que cela suscite au sein du syndicalisme en général et dans la CGT en particulier semble confirmer ce constat.

Cette métamorphose de la CGT a conduit à mettre en cause progressivement ce qui avait caractérisé pendant près d'un siècle les principes sur lesquels s'étaient construits son identité, sa légitimité et son utilité. C'est-à-dire son analyse et sa solidarité de classe au plan international, son combat unitaire pour une rénovation des orientations et des pratiques du syndicalisme en France et dans le monde. En bref tout ce qui avait fait de la CGT la première organisation syndicale française et un repère pour de nombreux syndicats dans bien des pays. En France comme à l'étranger son image de marque s'en est trouvée déstabilisée. Pour toute chose, il y a un prix à payer, celui de la CGT est élevé.

Aujourd'hui où en est-on ?

Face à cette mutation préoccupante, il faut se féliciter que des résistances s'expriment et se manifestent de plus en plus fréquemment dans la CGT. Ce fut le cas avec la décision courageuse du Comité Confédéral National de rejeter le projet de constitution européenne que la direction confédérale avec la CES souhaitait approuver. C'est le cas également en maintenant ou en établissant des relations syndicales internationales que par ailleurs le département international désapprouve en particulier avec la FSM, ou le syndicat PAME en Grèce. C'est encore le cas en soutenant la campagne BDS de boycott d'Israël. On se souviendra qu'un secrétaire général de la CGT avait été reçu avec tous les égards par une officine du lobby sioniste en France et que la Confédération continue à défendre une approche sélective du boycott, contrairement à ce qui fut fait aux temps de l'apartheid en Afrique du Sud.

Si ces exemples sont encourageants et si leur multiplication devrait faire réfléchir, l'immobilisme et l'aveuglement continue à déterminer les comportements de nombreux dirigeants, perpétuellement sur la défensive dès que l'on aborde le sujet international. Ainsi sur proposition du bureau confédéral, le CCN de novembre 2017 a repoussé l'examen de ce sujet à une date ultérieure. Comment s'étonner dans ces conditions qu'à tous les niveaux de l'organisation à commencer par les syndicats d'entreprise, on s'interroge de plus en plus fréquemment : « ***Mais qu'est-ce que notre CGT est partie faire et continue à faire dans cette galère du syndicalisme réformiste*** ».

En fait apparaît de plus en plus nettement, l'impasse stratégique dans laquelle se trouve aujourd'hui le syndicalisme européen incarné par la CES. Son institutionnalisation, sa bureaucratisation, son mutisme face au développement de l'action revendicative la montre pour ce qu'elle est en définitive : une roue de secours, une justification sociale et finalement un rouage de l'Union européenne. C'est un constat que chacun peut faire ! Le problème pour de nombreux militants c'est que cette conception « *aseptisée* » du syndicalisme version CES a quelque chose de contagieux et d'inquiétant pour l'avenir du syndicalisme en général et de la CGT en particulier !

Une opinion identique s'exprime s'agissant de la CSI, internationalement incapable d'affronter et donc de confronter les conséquences désastreuses de la mondialisation capitaliste et les projets de domination impérialiste. Sa lecture de la crise accompagne à l'identique les thèses sur la fatalité de celle-ci. Les exemples de sa capitulation sont légions.

Jamais les inégalités de développement n'ont été si importantes, jamais les risques de guerre, et même de troisième guerre mondiale n'ont été si élevés. Malgré cela, la CSI s'aligne avec zèle sur les positions des gouvernements occidentaux, de l'OTAN et des institutions financières internationales sous leadership US.

Faire ce constat n'a rien de polémique, il s'agit de faits. On dit que les faits sont têtus alors pourquoi faudrait-il faire comme s'ils n'existaient pas !

Par conséquent, on ne peut éluder plus longtemps la question qui se pose avec acuité, dans la CGT, mais à laquelle les dirigeants refusent de répondre ! Celle de savoir si le moment n'est-il pas venu pour les organisations et les militants de procéder à une évaluation lucide et critique de cette mutation engagée par la CGT depuis des années, au plan européen et international comme d'ailleurs dans d'autres domaines.

Dans ce cadre ne faut-il pas se poser également la question de savoir si aujourd'hui les affiliations à la CES et la CSI sont pertinentes et si d'ailleurs à travers l'expérience concrète elles ne l'ont jamais été. Au 51e congrès Confédéral de 2016 à Marseille, des délégués avaient souhaité en débattre, certains avaient proposé des amendements aux documents adoptés. Tout cela fut vain et classé sans suite. Pourquoi ? Les réponses à ces questions ne pourront être éternellement différées !

La période est inédite ! Les politiques régressives de l'Union européenne mettent en cause brutalement l'idée même de progrès social. Le couple Merkel/Macron pousse les feux de l'intégration au détriment de la souveraineté des états, c'est le cas dans tous les domaines en particulier ces derniers temps en matière de défense et de sécurité. Le mouvement syndical et donc la CGT se devrait de réfléchir et agir pour confronter les causes autant que les conséquences de ces orientations réactionnaires. Ce n'est malheureusement pas le cas, comme l'illustrent les initiatives de la CES au Sommet très symbolique de Göteborg « *pour les emplois et une croissance équitable* ». On y verra comme toujours « la montagne accoucher d'une souris », et les syndicalistes pérorer aux côtés des Ministres du travail de l'UE. Il suffit de consulter le programme syndical de ce « *sommet* » pour s'en convaincre. La commission de Bruxelles et le patronat peuvent dormir tranquille.

La CGT peut-elle continuer à soutenir de telles orientations et pratiques, poursuivre dans la voie de ce syndicalisme institutionnalisé coupé des réalités ?

A l'inverse de cette démarche mortifère le besoin d'élargissement et de coordination des luttes en France, en Europe et dans le monde devrait s'imposer comme une nécessité. Il importe pour la CGT d'y contribuer, d'en débattre dans ses propres rangs et au-delà, de prendre des initiatives avec toutes les forces qui sont disponibles. Pour ces raisons elle se doit d'orienter autrement son activité internationale de telle manière à être partie prenante de la construction d'un mouvement revendicatif à l'échelle européenne et mondiale.

Elle doit le faire en fonction des besoins de justice sociale qu'expriment les travailleurs. Ceci implique de lutter de manière plus radicale pour résister et prendre le contre-pied des orientations dictées par le Capital. Cela ne peut se faire sans un programme, sans objectifs, sans une stratégie clairement anticapitaliste et anti-impérialiste. Or, c'est bien ceci qui fait défaut !

Pour progresser dans cette voie, il faut une analyse de classe, permanente et pertinente du contexte comme des tendances qui le caractérisent en France, en Europe comme dans le monde. Ceci exige de bannir la superficialité dans les analyses, les commentaires approximatifs vis-à-vis des objectifs des différents protagonistes. Savoir se débarrasser de la rhétorique recasée, mais sans effets véritables sur la réalité. Agir contre l'ignorance et la paresse. Cette tâche devrait être assumée par la direction de la CGT ! Ce n'est pas le cas et loin s'en faut. La lecture des rapports des réunions de la Commission exécutive confédérale comme du CCN ou les déclarations du département international sont accablantes et en portent témoignage. Cette situation crée de plus en plus d'insatisfaction parmi les militants.

Au niveau européen et international, conjuguer nos luttes avec celles d'autres peuples, d'autres travailleurs et syndicats dans une démarche revendicative globale, du particulier au général, de l'entreprise jusqu'à l'échelle mondiale, est un besoin auquel on ne peut se soustraire. A fortiori du fait même de la mondialisation capitaliste cause principale des problèmes à laquelle se heurtent les travailleurs et les peuples dans le monde.

Ce constat implique, une vision. Pour la CGT, elle doit lui être propre, elle doit le faire sans déléguer ses responsabilités à la CES, à la CSI, ou à quiconque. Elle doit le faire elle-même, par elle-même. Y renoncer la conduirait inévitablement à affaiblir durablement son indépendance, sa crédibilité, son autorité, son influence et sa force organisée.

A partir de là, la CGT doit aussi le faire avec tous ceux qui partagent la conviction que rien ne peut se faire sans luttes. Cela suppose donc plus de disponibilité et d'ouverture d'esprit pour échanger, partager, confronter. Cela exige de rejeter l'ostracisme et les idées reçues. Pour y contribuer il est impératif que les adhérents et les militants de la CGT prennent la parole sur tous ces sujets d'importance, débattent et décident eux-mêmes de quelle activité la CGT a besoin en France, en Europe et dans le monde.

Les entreprises, les gouvernements, les partis politiques, les syndicats, les ONG et toutes les institutions supranationales ou non ont des réflexions et des stratégies internationales. Qu'elle est celle de la CGT ? Cette question est importante, non pour des raisons morales, « *droitdel'hommiste* » ou autres.

Soyons lucide il n'y a ni philanthropie ni bons sentiments dans les relations internationales, cela est valable pour tout le monde, en tout temps, en tous lieux. Il n'y a que des intérêts de classe. Il en va donc de même pour le mouvement syndical. Pour celui-ci l'activité internationale ne peut être un supplément d'âme, comme on l'explique parfois la main sur le cœur.

Elle doit contribuer à la mise en œuvre d'orientations en faveur d'une perspective, celle que décident ses congrès à tous les niveaux de son organisation. Faut-il toutefois encore avoir une perspective. Pour la CGT, cela exige une clarification !

Prenons donc la dimension internationale de son activité !

Les intérêts géopolitiques des états, le commerce, le contrôle, et le pillage des richesses auxquels certains se livrent, les conditions de leur accès, la maîtrise des corridors maritimes ou terrestres, le soutien aux entreprises transnationales, les communications et les technologies du futur, la sécurité, les conflits asymétriques qui se multiplient son autant de sujets qui sont au cœur des préoccupations de chaque Etat et gouvernement, ce qui détermine les rapports de force, les alliances, les politiques nationales et internationales. Bien évidemment, la France n'échappe pas à cette réalité, à cette façon de voir et de faire. Cela était vrai hier comme puissance coloniale et impériale cela est le cas tout autant aujourd'hui, en particulier en Afrique ou la France revendique un pré carré.

Même vassalisée et atlantiste, la France est une des principales puissances impérialistes, puissance nucléaire, elle est membre du conseil de sécurité de l'ONU. Elle aspire à jouer un rôle de partenaire dans le leadership qu'elle partage avec l'Allemagne en Europe. Cette réalité impose une responsabilité particulière à la CGT. Elle a donc besoin à tous les niveaux de son organisation d'une analyse, si elle veut jouer un rôle et prétendre à une stratégie syndicale conséquente susceptible de peser sur les orientations de la France et au-delà, qu'il s'agisse de celles du gouvernement, des institutions supranationales, comme des entreprises, voire des différentes forces politiques.

Pour ces raisons en relation avec d'autres organisations en Europe, dans le monde et pas exclusivement syndicales, la CGT doit échanger, partager, s'informer, de façon bilatérale ou multilatérale avec l'objectif que ce travail soit utile à son combat et à celui d'autres. Est-ce la démarche qui l'anime aujourd'hui en toutes circonstances ? Rien n'est moins sûr, d'autant que rien n'est jamais neutre et surtout pas dans les différents domaines de l'activité internationale.

Ni angélisme, ni idées reçues, ni a priori, la CGT a besoin de tous les éléments d'appréciation pour se déterminer en connaissance de cause. Elle doit le faire à partir de principe, et non à partir de positions de circonstances déterminées par l'air du temps, ou tout simplement par le souci d'être en conformité avec la pensée syndicale dominante. Comme le disait Marx, *la « pensée dominante n'est-elle pas celle de la classe dominante »*. Il ne croyait pas si bien dire s'agissant de la CES et de la CSI.

Ce qui pouvait sembler désuet et « archaïque » au moment de la crise du bloc socialiste, réapparaît aujourd'hui avec une vigueur renouvelée. Les tensions sociales et internationales s'aiguisent au point de

rappeler la logique mortifère en vigueur avant 1914. Ceci explique le retour du capitalisme vers son retour « naturel », la guerre de classe contre les pauvres, les travailleurs, les peuples, les Etats plus faibles. Ceci renvoie à la modernité des conceptions sur lesquels les fondements historiques de la CGT ont été bâtis.

Qu'il s'agisse d'enjeux internationaux ou tout simplement nationaux, parfois dans des conditions difficiles, la CGT se doit de prendre parti, donner une opinion et prendre des décisions. Selon les sujets la manière dont elle le fait peut forcément donner lieu à des débats, et c'est bien normal, mais la CGT ne peut se dérober ? Tant il est vrai qu'on ne peut assumer des responsabilités tout en restant dans l'expectative, l'arme au pied ou en attendant des jours meilleurs, d'autant qu'ils sont parfaitement hypothétiques.

« Dans une barricade il n'y a que deux côtés », toute la question est donc de savoir de quel côté on est ! Ce qui est déterminant et ce qui doit guider la CGT, ce sont chaque fois les intérêts des travailleurs, et ceux de notre peuple.

Héritière de la Révolution Française, de Valmy et de la Commune de Paris toute l'histoire passée de la CGT est fidèle à l'engagement internationaliste. Depuis la 1^{re} guerre mondiale, la guerre du Rif au milieu des années 1920 ou encore les pages glorieuses de ses combats dans la résistance pour l'Indépendance nationale, ou encore contre le colonialisme, et les guerres impérialistes. Les faits ont démontré qu'il s'agissait là d'un engagement constant dans le but de nouer les solidarités nécessaires et construire les rapports de force internationalement afin de permettre aux peuples et au notre de gagner afin d'ouvrir la voie à une libération des forces du capital contre celle du Capital. C'est cela qui a participé à donner ce caractère singulier, et son identité à la CGT comme à la reconnaissance internationale qui est la sienne. Il n'est pas sans signification que pendant près d'un demi-siècle la CGT a porté sur toutes ses banderoles et ses drapeaux le sigle de son appartenance à une organisation internationale : celui de la Fédération Syndicale Mondiale (FSM), dont elle fut co-fondatrice.

Mais disent certains camarades cet internationalisme est-il toujours d'actualité ? Est-il le reflet de ce qu'est devenue la CGT, le mouvement syndical, la société aujourd'hui ? Ne nous attachons-nous pas trop à une vision passéiste ?

Si elle continue à revendiquer une analyse de classe, comme vient encore de le faire le secrétaire général de la CGT, celle-ci doit en conséquence être cohérente avec ses positions internationales ! Si elle fait d'autres choix ce qui est son droit, elle doit le dire, mais c'est à ses syndiqués et militants d'en décider.

L'internationalisme n'est pas une pétition morale, elle est un trait ou devrait être un trait, constitutif d'une conception de la lutte de classes, du sens et de l'orientation donné à un combat comme à l'organisation de celui-ci. Chaque lutte en influence une autre et contribue au succès de toutes. C'est vrai en France ça l'est tout autant à une toute autre échelle.

La solidarité internationale fait partie d'une démarche parce qu'elle vise à rassembler et unir les travailleurs à travers le monde pour leur permettre des rapports de force capables d'influer sur les choix, les décisions. Il s'agit d'un patrimoine qui est commun, qui s'est constitué durant des décennies et qui est partagé avec d'autres forces syndicales. S'agissant de la CGT, c'est là son histoire et tous ses militants en sont comptables !

Il est donc nécessaire que la CGT s'inscrive dans cette continuité qui est indispensable au contenu de son action revendicative comme aux valeurs et principes qui sont et qui doivent demeurer les siens.

Partons du contexte pour observer la situation dans laquelle nous sommes à la lumière des luttes du printemps 2016 et de celles de la rentrée 2017 contre la destruction du code de travail. Une évidence s'impose : nous faisons face à la multiplication et à l'accélération de nombreux événements nationaux, internationaux qui accompagnent une offensive de la classe dominante contre les droits sociaux, précarisant

sans limites, mettant en cause les libertés individuelles et collectives. On assiste à une régression sociale, un recul de civilisation qui influence les décisions prises dans tous les domaines. Face à cette offensive, c'est d'une contre-offensive générale qu'il faut parler, à l'échelle nationale, européenne et internationale. C'est au fond tout le débat actuel dans la CGT entre hésitation, indécision, illusions et esprit d'initiative, volonté et confiance.

Cela démontre que nous sommes entrés dans une nouvelle période de l'histoire, une période incertaine marquée par la crise systémique du système capitaliste. Celle-ci est aussi une crise hégémonique, une crise du projet de domination impérialiste, une crise politique qui met en évidence l'absence totale de légitimité du système lui-même.

Justice sociale ou régression, guerre ou paix, protection et respect de notre environnement, tolérance ou exclusion seront les choix qui vont déterminer le futur de l'humanité. Il y a les risques, il a aussi les possibles, les opportunités. Comment en tenons-nous compte ?

Ces événements sont au fond le reflet de l'antagonisme radical qui oppose le capital au travail, les riches aux pauvres, les nations entre elles selon le niveau de leur développement. Ces contradictions loin de s'effacer se sont accrues. Oublier ou ignorer cette réalité conduirait à mettre en cause le combat pour nouer les solidarités nécessaires et changer radicalement la société, ce qui est un objectif qui doit demeurer pour une organisation syndicale à fortiori quand elle se revendique de la lutte de classes.

La CGT ne saurait-être indifférente à ces bouleversements, elle ne saurait observer passivement les causes des conflits, des tensions, des crises, des menaces ou des risques de guerre. Par conséquent, elle doit avec les travailleurs prendre parti au nom de son histoire, de ses convictions et de générations de militants engagés dans la lutte pour la justice sociale, le progrès et la paix. Mais aussi par-dessus tout parce qu'on ne saurait se contenter de l'idée qu'on ne peut faire autrement. Il existe d'autres voies pour répondre aux besoins des travailleurs et des peuples. C'est là le sens d'une cause, d'un idéal d'un combat pour la justice.

Jaurès disait « *Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup y ramène* ». Il rappelait également que *la nation est « le seul bien des pauvres »*. Il nous faut donc prendre en compte du fait même des abandons de souveraineté auquel se livre Macron, l'Union européenne et les institutions internationales au nom de la « *bonne gouvernance* » combien la défense du cadre national reste plus que jamais une idée fondamentalement progressiste et donc internationaliste.

Elle suppose qu'en toutes circonstances ce soit le peuple souverain, qui doit décider de son avenir, assumer son libre choix. C'est donc la responsabilité de chaque syndicat, de chaque militant d'y contribuer. Cela suppose une activité qui privilégie un rapport direct aux travailleurs individuellement et collectivement. On ne soulignera jamais assez le rôle formateur, l'importance de la transmission des connaissances, ou encore la responsabilité pédagogique dont doit faire preuve tout militant ou militante syndical de la CGT. C'est là une responsabilité des plus importantes, en particulier vis-à-vis de la jeunesse.

Les journées d'étude organisées par l'UD CGT du Val de Marne en juin 2017 en sont un bon exemple, elles mériteraient d'être multipliées, car les moyens mis en œuvre par l'adversaire de classe dans la bataille des idées sont considérables même si leur contenu est contredit par la réalité concrète. L'exigence pour nous est de nous donner les moyens de faire face avec nos idées, nos analyses, en toutes circonstances, sur tous les sujets et d'abord à l'entreprise.

L'hégémonie culturelle de la bourgeoisie, celle du patronat, les positions des organisations syndicales de collaboration de classes doivent être combattu ! Or où en est-on de la bataille syndicale contre les efforts démentiels de l'establishment politico/médiatico/financier ? La complaisance et les arguments défensifs ne peuvent permettre de contrecarrer ce qui est entrepris pour encadrer la pensée et détourner les travailleurs de toute réflexion critique quant à la situation qui est la leur, voir jusqu'à leur interdire d'entendre et lire autre chose,

Comme le remarquait déjà le philosophe Paul Nizan en 1932 le problème c'est que la bourgeoisie comme classe « *doit convaincre qu'elle agit pour le bien de l'humanité et elle doit faire en sorte de le croire elle-même* »

Plus la compréhension de nos idées est profonde et plus étroits et directs sont les rapports entre travailleurs et syndicats. C'est vrai sur le lieu de travail ça l'est également à une toute autre échelle. Qu'on en ait conscience ou non, défendre les droits des autres, c'est aussi défendre les siens, car où qu'elle se situe chaque action menée est de fait convergente avec une autre ! Notre problème, c'est peut-être que l'adversaire de classe lui ne l'ignore pas. **Comme le faisait remarquer le milliardaire américain Warren Buffet « *la lutte de classes existe, mais depuis 20 ans, c'est nous qui la gagnons !* ».**

S'il est légitime et logique de coordonner nos actions à l'échelon professionnel, interprofessionnel, local, départemental ou national, il doit donc en aller de même à l'échelon européen et plus largement international. Nous nous devons de faire partager cette conviction.

Mais en est-il toujours ainsi ?

Pour que cela soit le cas, les arguments de la CGT ne sauraient être utiles s'ils s'expriment de manière cosmétique à la marge des problèmes. Le combat de la CGT doit être orienté clairement contre les choix, les pratiques, les orientations, les stratégies du Capital à commencer par celles mises en œuvre dans chaque entreprise, dans notre pays, en Europe ou ailleurs.

Voilà pourquoi la meilleure solidarité internationale est celle qui repose d'abord sur l'action dans l'entreprise, sur ce qui est le lieu de travail, car c'est là que se noue la contradiction, là que naît la lutte de classes. C'est donc à partir de là qu'il faut l'articuler avec celles d'autres travailleurs et d'autres forces syndicales ailleurs. C'est Benoit Frachon qui disait avec malice « *avant de faire le tour du monde, il faut faire le tour de l'atelier* ».

Nous sommes des internationalistes, non pas en soit, de manière incantatoire ou pour la forme ! Mais tout simplement parce que nous ne concevons pas le sens de notre combat indépendamment de celui d'autres travailleurs dans le monde et de l'action de leurs syndicats. Leurs victoires, mais aussi leurs défaites sont aussi les nôtres !

Or, nous vivons une situation paradoxale. D'une part la mondialisation capitaliste, l'Europe en crise, celle de l'euro et des institutions supranationales écrase les peuples et les inégalités entre riches et pauvres n'ont jamais été si importantes, mais d'autre part jamais autant qu'aujourd'hui l'exigence, le besoin de solidarité entre travailleurs n'a été si fort. Jamais, dans l'histoire de l'humanité, les salariés n'ont été si nombreux, mais jamais les salariés ne se sont autant interrogés sur leurs propres forces. Il y a donc un besoin objectif à se rassembler dans nos différences et sans discriminations pour agir ensemble à une plus vaste échelle.

Nous devons par la discussion, la conviction, la disponibilité, l'action, et par l'esprit d'initiative surmonter les obstacles, les incompréhensions, les idées reçues. Nul ne saurait prétendre qu'il a seul la force qui lui permettra de résoudre les problèmes, ou qu'il a les réponses aux défis auxquels nous sommes aujourd'hui tous confrontés.

Nous faisons face à un même système, à un même adversaire, à une même logique d'exploitation et de prédation, à de mêmes ambitions de domination. Le rapport des forces dont nous avons besoin exige d'unir sur des objectifs qui rassemblent. C'est là la tâche principale et on ne saurait écarter aucune force de ce combat.

Notre activité internationale exige donc une ouverture d'esprit, une disponibilité, la recherche des connaissances nécessaires, la curiosité, la tolérance et la modestie pour chercher à comprendre et mieux expliquer aux travailleurs dans quel monde nous vivons. Nous devons pour cela apprendre aussi auprès des travailleurs qui par leur travail productif perçoivent souvent mieux les logiques économiques que bien des experts, ou encore certains syndicalistes de collaboration comme on en trouve à la CES ou la CSI.

Ainsi, si nous sommes d'accord pour dire que le mouvement syndical international est divers et si nous avons besoin d'échanger, de partager, d'écouter et d'apprendre les uns des autres, alors nous ne saurions exclure quiconque ! Nous devons le faire dans le respect des positions de chaque organisation, sans jugement péremptoire, ou pire encore en cherchant à les masquer, à les cacher, à les travestir en faisant parfois preuve d'arrogance et de suffisance.

Voilà pourquoi dans son activité la CGT se doit d'écarter toutes formes d'ignorance, d'indifférence d'idées reçues, sur ce qu'est la réalité des orientations défendues par chaque syndicat dans le monde. Les succès acquis par certains devraient conduire à faire preuve de modestie et renoncer à toutes formes de condescendance.

Concrètement, cela veut dire débattre avec tous sans discriminations, mais aussi sans concessions. Ainsi dans le mouvement syndical international, il existe deux confédérations, internationales la CSI et la FSM, pas une, mais deux. Par ailleurs il y a aussi la CES et d'autres structures régionales pour chaque internationale syndicale. Il existe par ailleurs l'Organisation de l'Unité Syndical Africaine (OUSA), la Confédération internationale des syndicats arabes (CISA), Nuestre America qui en Amérique Latine rassemble des syndicats de différentes affiliations internationales.

Il existe également des structures syndicales de groupes en particulier en Europe, de coordinations, professionnelles et interprofessionnelles associés aux centrales internationales ou régionales, des représentations dans les institutions internationales comme celles de l'ONU avec en particulier le BIT, ou l'UNESCO, l'OCDE...d'autres encore comme entre des structures informelles comme celle qui réunit chaque année, la FSM, les syndicats chinois, l'OUSA, la CISA ou encore d'affiliation internationale différente au niveau des BRICS(Brésil, Chine, Russie, Afrique du Sud, Inde)

Tout cela représente un potentiel de forces considérable qu'il faut contribuer à mettre en mouvement. C'est une grande responsabilité à laquelle la CGT se doit de contribuer. Cette diversité est une richesse. La force organisée du mouvement syndical qui se compte en centaines de millions d'adhérents à travers le monde, représente près de 45 millions en Europe, 100 millions en Chine. Par ailleurs, ne l'oublions pas, il existe un très grand nombre de confédérations syndicales qui n'ont pas ou ne souhaitent pas avoir d'affiliation internationale, comme par exemple les syndicats chinois, ou d'importantes organisations au Japon, aux Philippines, en Inde pour ne citer que quelques exemples en Asie.

Par conséquent, et même en tenant compte de toutes ses limites l'influence du mouvement syndical dans le monde du travail devrait logiquement et naturellement peser en faveur de la justice sociale, du règlement des conflits, de la paix, des droits de l'homme et du développement.

Malheureusement, ce n'est pas le cas ! Pourquoi en est-il ainsi ? C'est là un sujet important qu'il faut clarifier.

Comme on pourra le voir à travers la lecture du livre « **camarades, je demande la parole** », le mouvement syndical international est d'une grande diversité, d'histoires et de pratiques. Historiquement, il est traversé par des débats, il en a toujours été ainsi !

Deux visions s'opposent : d'une part ceux qui défendant une conception de luttes de classes et qui inscrivent leur démarche non seulement dans la contestation radicale du système capitaliste, mais dans son éradication pour y substituer une société répondant aux besoins de l'humanité, des peuples, des travailleurs : une

société socialiste. D'autre part une conception qui consiste à vouloir accompagner, reformer « *en redoublant d'efforts pour gérer la mondialisation* » comme l'a déclaré clairement la CES à Rome à l'occasion du 60e anniversaire du Traité de Rome, ce traité fondateur de l'union européenne. Cette même Union européenne dont toute l'histoire, et la finalité sont d'être au service exclusif du Capital transnational dans une vassalité absolue aux intérêts du pays capitaliste le plus puissant, les USA.

En fait presque 30 ans après la chute du mur de Berlin le syndicalisme international reste souvent arc-bouté sur des conceptions politiques et idéologiques héritées du passé. Le cas du soutien inconditionnel de la CES à l'UE, à l'euro, à l'intégration fédérale est significatif de cette dérive de la guerre froide et ce malgré la nocivité et la faillite des institutions bruxelloises.

C'est également au niveau international le fait de la CSI dans ses positions sur des conflits en Syrie, Libye en Ukraine ou elle soutient peu ou prou les positions occidentales, également par son hostilité vis-à-vis de la Chine, de Cuba et de ses syndicats. Ou encore par son appui inconditionnel à la Histadrut en Israël, ce syndicat totalement inféodé au pouvoir fascisant de Netanyahu.

La CSI par ailleurs développe à partir de ses relais institutionnels une mainmise sur l'OIT, où elle appuie une réforme qui vise à mettre fin au système tripartite d'élaboration des normes et des conventions. Elle entretient des relations incestueuses avec les entreprises transnationales et les institutions financières comme avec les fondations supranationales ou s'élaborent les stratégies de domination capitaliste sur le monde souvent en accointances avec certains services de renseignements US ou autre. Un exemple en est donné à travers le « *Global Labor Institute* » basé à Genève. Est-ce par naïveté qu'un ancien secrétaire général de la CGT y prête son concours ?

La prétention de la CSI à vouloir incarner une seule vision du syndicalisme international n'a pas varié par rapport à celle de la CISL. Elle poursuit une logique de guerre froide, prélude à des guerres sans fins. Elle est à l'origine des divisions, des exclusions, des jugements de valeur, d'un sectarisme héritage d'une vision nostalgique d'une époque révolue marqué par l'anticommunisme et l'antisoviétisme, une mentalité de guerre froide. Il faut se souvenir que ceci avait conduit la CISL à collaborer étroitement à travers ses structures professionnelles et régionales avec la CIA dans la répression de militants ouvriers par les dictatures militaires en Amérique Latine. Pour s'en convaincre, il faut lire cet excellent livre jamais contredit « *journal d'un agent secret* » de Philippe Agee.

On attend encore un début d'autocritique de la CSI sur ce passé très chargé de sa matrice CISL. Elle pourtant si prompt à dénoncer de manière sélective les atteintes aux libertés syndicales et aux droits de l'homme.

Au détriment de leur indépendance, cette manière de voir n'est pas sans influencer négativement l'activité internationale de nombreux syndicats en cherchant à leur imposer une vision unilatérale. Elles perpétuent surtout au niveau national et international la division syndicale et la dépendance.

La CGT en son temps avait fait une critique constructive et sans concessions de cette situation en optant pour une démarche indépendante et des initiatives concrètes en faveur d'un renouveau syndical international. Après que nous ayons quitté la FSM en 1995, cette approche consistait en principe à faire le choix de travailler avec tous sans exclusive.

Ainsi en 1995, au 45^e congrès confédéral, plus de 110 organisations de toute affiliations internationales, (CISL, FSM, CMT, CES, OUSA, CISA) ou sans affiliation avaient participé à nos travaux, certaines d'entre elles pour la première fois, comme plusieurs organisations de l'AFL-CIO des Etats Unis. Cela soulignait l'étendue du réseau des relations internationales qui était devenu celui de la CGT sur tous les continents, rendant bien dérisoire l'argument de certains dirigeants de la CGT sur son isolement.

Elle avait ainsi contribué à une réflexion collective sur le besoin de changer en profondeur le contenu de l'action syndicale dans le monde, au sortir de la guerre froide. Cette réflexion a beaucoup aidé la CGT à se déployer et enrichir son activité propre, concrète et indépendante. Elle avait aussi participé à favoriser des attitudes et des comportements plus ouverts, plus disponibles au sein même du syndicalisme international.

Cela avait donné lieu à des initiatives concrètes encourageantes, couronnées de succès et riches de perspectives comme à l'occasion du Sommet Social de l'ONU à Copenhague en 1995 ou encore à la conférence du Caire en mai 1996.

Malheureusement avant mais surtout après les années 2000 et notre affiliation à la CES et à la CSI ce changement stratégique n'a pas permis de poursuivre ce travail ! Pourquoi ? La CGT en a subi un préjudice et avec elle le mouvement syndical international dans son ensemble !

Quand l'on examine avec lucidité la situation présente du mouvement syndical dans le monde, la réalité est contrastée, bien évidemment, il existe des luttes et des succès, il faut les valoriser et s'en féliciter, il existe aussi des défaites et des échecs, il ne faut pas les ignorer. Toutefois, il est évident que dans le même temps les syndicats internationalement sont atones comme paralysés et ne semblent pas capables de donner une impulsion, une autre ampleur à leur action, à la rendre concrète, visible, utile, efficace, à anticiper, à coordonner leurs initiatives non seulement à l'échelon national, mais aussi européen ou international. Posons-nous la question dans nos syndicats, dans les entreprises, sur ce que savent les syndiqués, les travailleurs de ce que font ou ne font pas la CSI, la FSM, la CES ? Connaissent-ils déjà l'existence de ces organisations ?

Par exemple, nous savons tous que dans le prolongement des lois El Khomri, la Commission de Bruxelles entend appliquer partout ces orientations régressives. Comment alors ne pas s'interroger sur le rôle et l'immobilisme de la CES, son incapacité, voir son refus de mobiliser les travailleurs en Europe, à être un véritable contrepoids. Depuis son congrès de Paris, aucune action n'a été entreprise ! Cela suscite bien naturellement des interrogations dans de nombreux syndicats CGT et au-delà quant à l'utilité et la finalité de cette organisation qui semblent se réduire aux entrevues sans suite avec les dirigeants européens et à participer aux commémorations.

La seule exception notable, est sa décision de participer aux côtés d'un grand nombre d'organisations à la journée mondiale pour le droit à l'avortement le 28 septembre dernier.

Faut-il rester muet quand en 2016 la CES se refuse d'apporter un soutien clair et concret aux luttes engagées par la CGT et FO, et qu'elle fait le choix d'appuyer la CFDT, alors que ces 3 confédérations sont affiliées à la CES et à la CSI. Ou encore qu'elle soutienne comme en 2005 le projet de constitution européenne, ou qu'elle caricature la décision des travailleurs Britanniques de quitter l'UE, ou qu'elle admet le principe d'ingérence et d'agression militaire dans le cas de la Syrie ou de la Lybie, revendiqué par Bernadette Segol ancienne secrétaire générale de la CES ?

Est-ce par impuissance de sa part ou par ce que c'est des choix qui sont le résultat de convictions convergentes avec celles des dirigeants européens : conservateurs ou sociaux-démocrates. Enfin n'est-ce pas parce que la CES se comporte comme un appendice de l'UE, qu'en retour celle-ci l'a fait bénéficier de ressources financières à hauteur de 75% de son budget ? Sommes-nous d'accord avec de telles compromissions ? Si oui ceci pourrait expliquer cela, mais si c'est non- pourquoi ne pas le dire clairement et en tirer les conséquences. Et qu'on ne nous dise pas que c'est trop compliqué, cette formule miracle qui permet de ne pas répondre aux questions que l'on vous pose.

Bien sûr, il faut prendre les choses telles qu'elles sont, se garder des jugements de valeur, mais il est un fait : ce syndicalisme d'accompagnement, de propositions, de concertations plus que de négociations d'ailleurs

est en échec et finalement dans une impasse pour la simple raison que le dialogue social européen est un leurre.

En fait si la CES n'est pas en mesure d'engager des luttes offensives, la raison en est simple ! C'est parce qu'elle n'en a tout simplement pas la volonté, et parce que ce n'est pas le rôle qu'on lui a imparti.

Sa fonction est tout autre, elle n'est pas d'être au service de la coordination, des luttes revendicatives en Europe pour arrêter la marche en avant du rouleau compresseur anti-social. Son action consiste à cautionner, en donnant l'apparence de discussions dont le résultat est connu à l'avance. On bavarde le contenu à la marge, ce que la CES appelle pompeusement « *un socle européen des droits sociaux renforcés* ». En d'autres termes, elle cherche à donner de manière totalement illusoire « *un visage humain* » à cette Europe du Capital, tout en réaffirmant comme l'a fait Lucas Visentini son secrétaire général son accord profond avec la vision du Président de la Commission de Bruxelles : Jean-Claude Juncker

Il faut prendre connaissance de l'appel du Comité Exécutif de la CES de juin 2017. C'est tellement raisonnable que l'on aura du mal à imaginer le patronat et les dirigeants européens trembler sur leurs bases. Tout est dans la forme et les intentions. La CGT l'a approuvé ? Oui ou non ? Nous avons le droit de le savoir et d'en tirer les conséquences.

Par exemple la Commission européenne se propose de limiter le droit de grève en Europe pour le personnel du trafic aérien et qui d'autre demain ? Qu'en dit et que fait la CES : rien ! Aujourd'hui partout, se généralisent les atteintes aux libertés syndicales, et même aux libertés tout court, on arrête et on condamne des syndicalistes à des peines de prison, les manifestations et grèves sont réprimées violemment, l'état d'urgence façon Macron est proclamé de façon permanente ? Au point où la Commission des droits de l'homme de l'ONU vient de signifier à la France que cette législation est contraire aux engagements de l'Etat français et aux conventions qu'elle a approuvées. Face à cette tendance très inquiétante, la CES demeure interrogative, je la cite : « *Cela ne nous inspire pas confiance* » ! On ne saurait être plus radical ! L'ONU serait-elle plus radicale que la CES ?

Voyons les choses en face, certains camarades continuent à voir la CES comme une organisation sur la défensive dont la faiblesse serait son absence de volonté à ne pas confronter une institution à laquelle elle est attachée parce qu'elle incarne l'Europe. ! La réalité est malheureusement bien différente. En fait toute l'orientation de la CES, toute sa démarche participe du désarmement des travailleurs, de leur démobilisation de leur intégration et de leur acceptation du système en place, c'est-à-dire une Europe fédérale intégrée et totalement assujettie au Capital financier.

Pour la CES cette Europe-là est un horizon indépassable. Un bon exemple ce sont ses congrès d'auto satisfaction qui sont tout sauf des réunions syndicales ! Y débattrait-on sur le comment lutter et s'organiser efficacement. ? Non ! Ce sont des tribunes qui font la part belle aux hommes et femmes politiques européens les plus réactionnaires et cela dans un contentement général. Ce fut le cas notamment à Paris pour le congrès de la CES de 2015 avec une pléthore de chefs de gouvernements, de membres de la commission de Bruxelles, de ministres et de François Hollande lui-même.

A cette occasion ceci permit au secrétaire général de la CES Luca Visentini d'affirmer que « *la priorité des syndicats, c'est la négociation, la négociation et encore la négociation* » (sic) en préconisant de manière significative : « *une nouvelle alliance avec les employeurs les plus intelligents à savoir ceux qui « pensent qu'il y a un lien entre la compétitivité et un bon dialogue social* » (re sic) La CGT adhère-t-elle oui ou non à cette manière de voir.

D'ailleurs Macron n'a-t-il pas été élu pour mettre en œuvre et si nécessaire à marches forcées cette nouvelle alliance capital/travail que défend la CES ! Chercher à nier cette évidence, c'est contribué au piège, à

l'impasse dans laquelle on cherche à pousser les travailleurs et leurs syndicats au mépris de leur indépendance.

On évoque la défense des revendications et des droits des travailleurs mais comment ne pas répliquer à ces campagnes de la CES qui ont pour objectif d'intégrer socialement, idéologiquement travailleurs et syndicats à la politique de l'U.E. Elles visent en fait à convaincre sur le caractère indépassable du capitalisme. **Pourquoi la CES évite-t-elle de parler d'exploitation de l'homme par l'homme, est-ce devenu choquant à ce point ?** Ainsi c'est dans ces conditions avec une rhétorique à toutes épreuves que la CES négocie la flexibilisation du marché du travail, une plus grande liberté donnée aux entreprises ce qui permet de progresser plus vite vers « *une société de pauvres avec emploi succédant à une société de pauvres sans emplois* ».

Selon les normes de l'ONU, la France compte plus de 10 millions de gens vivant en dessous du seuil de pauvreté, plus de 15 millions en Allemagne, plus de 30% de la population en Grèce, en Espagne selon des données officielles, c'est le cas de 40% de la population infantile. Cette situation tragique devrait inspirer la colère et un esprit de rébellion ! Elle ne suscite chez ces « *syndicalistes* » que le seul espoir de permettre comme la déclaration de la CES l'indique : « *la pleine implication des syndicats et des employeurs dans la mise en œuvre effective d'un « socle » de droits sociaux* ».

Comme on le voit, 60 ans après le traité de Rome et 25 ans après le Traité de Maastricht on en est toujours à la mise en place du « *socle des droits sociaux* ». On saluera cet exemple d'opiniâtreté et cette extrême patience du syndicalisme européen.

Faut-il ajouter qu'avec cette situation accablante on comprend mieux pourquoi les moyens financiers accordés au syndicalisme européen par le patronat et les institutions supranationales de Bruxelles ne soient pas sans aider à calmer les ardeurs revendicatives, de nombreux dirigeants syndicaux si toutefois la CES n'en avait jamais eu.

Voyons les choses en face !

L'un des obstacles auquel il faut s'attaquer avec résolution et qu'il faudra bien clarifier tôt ou tard, c'est que les luttes sociales dans le monde et en Europe en particulier sont dominées par un mouvement syndical qui entend discuter à la marge des orientations réactionnaires de l'UE ou de celles du G7, et à se taire devant les risques de guerre dans le monde en soutenant les positions des gouvernements impérialistes occidentaux.

Or, c'est là une des causes du déficit de luttes de classes, et celui-ci, c'est bien en Europe et dans le premier monde capitaliste qu'il se situe !

Comme on l'a vu avec la vague de répression de militants CGT en France ou vis-à-vis du besoin d'élargir la lutte au niveau européen contre la casse du code travail, ce syndicalisme constructif s'est trouvé et continue à être aux abonnés absents. Si l'on prend l'exemple de la Grèce cela est particulièrement éloquent. On aurait du mal à trouver des initiatives et actions de solidarité avec les combatifs travailleurs grecs. Est-ce parce que le syndicat GSEE affilié à la CES et à la CSI a capitulé en rase campagne depuis longtemps et que la seule organisation qui est de tous les combats du monde du travail est PAME, affiliée à la FSM ?

Malgré toutes les défaites, les reculs, les renoncements et parfois même les trahisons, la CES et la CSI entendent poursuivre avec cette conception qui entend affirmer invariablement l'exigence d'un partenariat avec le patronat, les gouvernements, les institutions supranationales ou internationales.

Quand dans la CGT allons, nous en faire le bilan ? Mais surtout, quelles conséquences allons-nous en tirer ? De plus en plus nombreux sont les camarades et les syndicats qui considèrent qu'il faut quitter la CES et la CSI, et on leur répond quoi ? Ignorer ces questions comme le fait l'autruche n'a jamais résolu les problèmes.

Le contenu du rapport à la commission exécutive du 21 novembre 2017 en est exemple consternant. Les débats vigoureux, les réflexions, les propositions du CCN qui avaient précédé quelques jours auparavant ne semblent pas avoir inspiré l'auteur. On assiste dans ce cas à un plaidoyer conformiste et désarmant en faveur de l'Union européenne, un constat bien-pensant qui vise à justifier l'inaction et légitimer l'accompagnement de la CES aux politiques bruxelloises. Ce qui confirme à ceux qui pourraient encore en douter une forme de normalisation des orientations européennes de la CGT, un alignement totalement dépourvu d'esprit critique et d'indépendance.

Je veux évoquer un autre aspect qui touche à la vie des syndicats, à leur nature, à leur mission.

On assiste à travers le mode d'organisation réformiste à une « *professionnalisation* » accrue d'un syndicalisme coupé des réalités concrètes du monde du travail. La CGT n'y échappe pas. Depuis 1965, le nombre de secrétaires confédéraux de la CGT est passé de 14 et 33 collaborateurs à aujourd'hui 18 entourés de 145 collaborateurs ! Faut-il ajouter que ces chiffres ne sont pas à jour ! Ceci réduit à peu de chose la représentativité et la crédibilité de ceux qui parlent au nom de la CGT sans expérience concrète de terrain. Le département international de la CGT en est l'exemple saisissant.

Cela se fait au détriment de la dimension militante du syndicalisme, comme le montre les activités de l'organisme *ETUI (The European Trade Union Institute)* qui forme tout à la fois les cadres pour les institutions européennes et pour les syndicats, favorisant le « *pantouflage* » du mouvement syndical à la fonction publique européenne aux rémunérations et avantages bien éloignés de la réalité du monde du travail. Ce n'est pas le seul cas, si vous allez aux USA de grandes universités forment depuis de nombreuses années au « *métier* » de syndicaliste.

Enfin comment ne pas constater un décalage saisissant entre la situation personnelle et matérielle de nombreux dirigeants syndicaux de la CES et de la CSI et celle faite aux militants d'entreprise. Pourquoi ne pas pratiquer la transparence sur les rémunérations des dirigeants syndicaux européen tout particulièrement ceux de la CES. Parce que cela susciterait de la colère ?

On a même vu voici quelques années des « *syndicalistes* » comme Bill Jordan ancien secrétaire général de l'ex CISL, devenue la CSI être anobli par la reine d'Angleterre. Il le fut en compagnie d'autres dirigeants de la CISL en responsabilité au BIT, sans que cela ne choque qui que ce soit.

La corruption n'arrive pas qu'aux autres. Les réactions salutaires que nous avons connues dans la CGT à ce sujet, pourquoi ne faudrait, il ne pas les encourager ailleurs.

Soyons lucide cette situation s'est aggravée y compris internationalement quand de nombreuses confédérations sont souvent devenues totalement dépendantes d'institutions extérieures, publiques, privées nationales ou supranationales, de grandes entreprises transnationales, de fondations et de leurs financements. Tout cela participe à leur propre affaiblissement. Ainsi, on voit au sein du BIT les organisations syndicales être de plus en plus considérées au même titre que des ONG, et cela, au nom de la représentation de ladite société civile. ONG privilégiées dont personne ne mentionne les sources de financement d'ailleurs. Est-ce que c'est vers cela que doit tendre le mouvement syndical ?

Comment cela ne pourrait, il ne pas poser un sérieux problème d'indépendance, d'existence et d'utilité du syndicalisme. Comme nous le montrons dans notre livre « *camarades, je demande la parole* » il est intéressant de noter, autre exemple comment des Fondations US se comportent à l'égard des syndicats. Ainsi le « *National Endowment for Democracy* » créé par le président américain Ronald Reagan pour faire comme il le disait lui-même « *ce que la CIA ne peut pas faire* » financer dans des proportions importantes de

nombreuses organisations syndicales ou pseudo-syndicales dans le monde, principalement affiliées ou liées à la CSI. Plus de 500 millions de dollars pour le seul cas de la Chine. Le « *Global Labor Institute* » lui s'est spécialisé dans le dévoiement du syndicalisme en Europe de l'Est On pourrait citer également dans ce cadre la fondation « *The Open Society* » du milliardaire escroc Georges Soros.

La CGT l'ignore-t-elle ? Si oui que fait alors le département international ? Serait-elle indifférente à tout cela ? La question se pose !

Ainsi on a vu le 10 juillet 2016, le bureau confédéral de la CGT décider d'apporter une aide financière de 2000 euros à l'action de « *Mémorial* » une ONG pour la défense des droits homosexuels- LGBT en Tchétchénie. « *Mémorial* » est une organisation interdite en Russie, elle est en effet liée à Georges Soros mais est aussi financée par le « *NED* » et *Freedom House* » qui comme l'on sait est aussi une des multiples couvertures de la CIA. Je ne veux en tirer aucune conclusion mais c'est là une bien étrange compagnie pour la CGT ! Est-ce par ignorance des réalités internationales, du rôle joué par certaines ONG dans la mise en œuvre des stratégies géo politiques de l'impérialisme ? Sans doute, mais il serait intéressant d'en savoir plus et plus encore qui est à l'origine de cette proposition !

On pourrait compléter à travers le soutien apporté par la CGT au « *Mouvement des parapluies* » pour la « *démocratie* » à Hong Kong qui est un mouvement politique piloté par des fondations US spécialisées dans les « *révolutions de couleurs* », théorisées par le philosophe américain Gene Sharp. Ou encore aux pseudos syndicalistes chinois soi-disant victimes de la répression, mais dont on ignore qui ils sont, à quel secteur professionnel ils appartiennent et de quelle partie et groupe social de la Chine viennent ils !

Un autre exemple plus récent, plus significatif encore et sans doute plus inquiétant. Dans ce cas stupéfiant est cette rencontre entre la CGT et la NUAWA d'Afghanistan présentée comme une première et un événement. Il s'agit en réalité d'un syndicat fantôme non-représentatif des travailleurs, affilié à la CSI, véritable courroie de transmission du gouvernement et de l'ambassade US à Kaboul, associé étroitement au pouvoir du « *Jamiat Islamic Party* ». La délégation était conduite par d'anciens commandants moudjahidin qui ont fait leur classe avec l'aide des Etats Unis dans la guerre contre les Soviétiques et le régime progressiste afghan. Certains de ces groupes ont donné naissance aux Talibans et par extension à El Qu'aida. Depuis quelques années ces « *syndicalistes* » sont devenus plus présentables mais d'un type très particulier, ils sont liés étroitement au gouvernement et au pouvoir mis en place à Kaboul par les USA. L'une de leurs importantes ressources est la location à la CIA de leur hôtel « *l'Arianna* » à Kaboul, cela leur rapporte 30 000 dollars US par mois. Les scissions et les divisions au sein de la NUAWA ne cessent de se succéder selon les alliances ou les mésalliances politiques des potentats locaux, très riches par ailleurs.

Dans une interview le Président de la NUAWA qui a rencontré Philippe Martinez ne fait à aucun moment référence au martyr de son peuple, au désastre de l'occupation militaire par les États-Unis et les forces de l'OTAN, à la situation tragique au niveau économique et social. Faut-il rappeler que l'impérialisme US y est toujours dans une impasse, il contrôle 30% du pays et a provoqué en 15 ans la mort de 300 000 personnes dont 43% de civils principalement femmes et enfants. Pas un mot non plus dans ses commentaires sur cet acte de barbarie, ce crime de guerre de Trump qui a fait exploser en Afghanistan il y a quelques mois la « *mère de toutes les bombes* ». Les adhérents de la CGT n'en sauront rien. La CGT, elle, n'en parle pas.

Pourtant, le secrétaire général de la CGT dans une intervention à Port de Bouc fera référence au fait que jusqu'à Kaboul on soutenait l'action contre la destruction du code du travail en France ! Impensable !

Faut-il ajouter que Trump vient d'ailleurs de décider d'envoyer de nouvelles forces, plus de 4 000 soldats qui viennent s'ajouter au 12 000 déjà sur place et aux mercenaires de la société américaine « *Black Water* » connue pour ses exactions en Irak, et ailleurs, ses viols et ses massacres. Dans un commentaire à la Nouvelle Vie Ouvrière le Président de la NUAWA Quaderi Maroof se félicite de l'ingérence internationale conduite par les États-Unis depuis 2001, il ajoute même "*si Trump à une nouvelle stratégie je garde espoir !*"

N'est-il pas consternant que la CGT et la NVO reçoivent de tels personnages, marionnettes de l'ambassade US à Kaboul !

Pour Trump l'Afghanistan regorge de matières premières d'une valeur estimée à 3 trillions de dollars, sur le plan géo politique ce pays tampon entre le Pakistan et l'Iran que Trump menace régulièrement d'agressions, est au cœur de l'Eurasie, non éloigné de la Chine et de la Russie. Cela justifie à ses yeux depuis son élection plus du doublement des actions violentes de l'armée de l'air américaine en Afghanistan : 2244 interventions pour 1074 en 2016.

Ou le département international de la CGT ignore tout de la situation en Afghanistan, de la géographie et parle pour ne rien dire ou alors dans ce cas c'est bien plus grave. Plus grave encore d'avoir impliqué le secrétaire général de la CGT dans cette mascarade irresponsable, en la présentant de surcroît comme une « *première syndicale internationale* ».

Faut-il faire comme si cette situation préjudiciable pour tous les adhérents de la CGT n'existait pas ! Faut-il donc se taire, renoncer à poser des questions parce qu'elles dérangent, alors qu'elles interrogent de très nombreuses organisations de la CGT.

Pour se faire une opinion dans un débat démocratique et prendre des décisions tous ensemble il faut tout mettre sur la table, avoir tous les éléments qui permettent de juger, d'apprécier d'approuver ou de désapprouver. Cela est valable en toutes circonstances et partout. Rien n'est permanent, tout change, rien n'est figé tout peut évoluer. Nous n'en sommes pas là !

Il en va de nos affiliations internationales à la CES et la CSI.

Le bilan que nous avons été capables de tirer en son temps pour la FSM nous devrions être capables de le faire en permanence vis-à-vis de toutes organisation quelle qu'elle soit à fortiori si nous sommes adhérents. Nous avons des droits, nous payons même des cotisations, des dirigeants de la CGT siègent dans les organes de la CES ! Le problème est identique s'agissant de la CSI. Il ne saurait y avoir de sujet tabou dans une organisation comme la CGT, pourtant cela semble être le cas !

Voyons les choses en face ! Si nous ne sommes pas affiliés pour le plaisir de l'être, comme si nous appartenions à un club, alors que devons-nous faire ? Qu'à la CGT en commun avec la CES et la CSI, en quoi ces affiliations sont-elles utiles aux luttes qu'elle conduit, d'autant qu'elle ne bénéficie d'aucun soutien à son action ! La CGT appuie-t-elle ces orientations de la CES et de la CSI que j'ai évoquées ? On reconnaîtra par apport à la CGT à la CFDT le mérite de la cohérence car elle de manière très claire n'a aucun problème avec les orientations de ces deux organisations. Ce qui est dans l'ordre des choses.

A cette situation, des responsables du département international faisant preuve de litote expliquent qu'il s'agit de difficultés pour la CES et la CSI à élaborer des positions communes. Cette absence de clarté n'est pas faite pour rassurer.

J'ai évoqué longuement la CES et la CSI, parlons maintenant de la FSM, un sujet qui est quasiment devenu tabou dans la CGT.

En effet, faut-il ignorer ou feindre d'ignorer l'existence de la FSM parce qu'elle défend des positions anticapitalistes et anti impérialistes et qu'elle revendique désormais près de 100 millions d'adhérents dans plus de 125 pays ? Son récent congrès de Durban a été un grand succès, elle est dorénavant présidée par un dirigeant de la prestigieuse COSATU d'Afrique du Sud et animée par un secrétaire général bien connu dans

son pays la Grèce et internationalement, il s'agit de Georges Mavrekos issu de PAME ce syndicat particulièrement combatif le seul à la tête des luttes des travailleurs grecs.

Devrions nous taire le fait qu'une importante Fédération de la CGT celle des industries chimiques a décidé d'adhérer à la FSM, ou encore le syndicat de Paris de la Fédération CGT de l'énergie, et que d'autres importantes organisations de la CGT envisagent de le faire. C'est ce qu'a confirmé le succès de la réunion du 28 octobre 2017 à Paris, où ont participé un nombre inattendu d'organisations de la CGT en présence du secrétaire général de la FSM.

Est-il acceptable de se taire, pire de cacher la solidarité qu'exprime la FSM vis-à-vis des luttes des travailleurs français, alors qu'elle est la seule organisation internationale dans ce cas. C'est pourtant ce que fait délibérément le département international de la CGT.

Faut-il ne rien dire sur le fait que d'importantes Confédérations dans le monde ont préféré choisir la FSM plutôt que la CSI, c'est le cas en Afrique, en Asie, en Amérique Latine. On ne saurait écrire ou ré écrire l'histoire comme elle nous convient. Doit-on rester avec un train de retard par rapport à cela.

Disant cela, je ne cherche pas à démontrer que la FSM serait sans critiques, sans carences, sans faiblesses, ni insuffisances. Mais, il est un fait indiscutable que depuis son congrès de La Havane en 2005, celle-ci s'est profondément renouvelée, transformée en mettant en pratique des réformes que d'ailleurs la CGT avait préconisé dès les années 90. Ses résultats sont incontestables, sa crédibilité a progressé de manière significative. Pour beaucoup de syndicats, cette évolution est observée comme une alternative possible à la crise du syndicalisme international. La FSM compte de nouveau dans le paysage syndical mondial ! Au nom de quoi et de qui faudrait, il le taire dans la CGT ? Que craint-on ?

Avons-nous un problème avec le syndicalisme de lutte de classes, celui qui défend des positions critiques vis à vis du capitalisme, de l'impérialisme, de l'Europe, de l'euro et qui attache une grande importance à la solidarité internationale de lutte qui considère l'action revendicative comme le meilleur et seul moyen pour anticiper toute discussion ou négociations en position de force. Ce syndicalisme qu'incarne la FSM a les moyens de progresser sensiblement en influence comme en force organisée, et il ne faudrait pas en parler ?

Bien sûr, il est important pour la FSM de disposer d'une stratégie de conquête dans les pays développés particulièrement en Europe où son implantation reste faible. La FSM doit impérativement trouver les moyens de dialoguer et de coopérer pour agir avec toutes les forces syndicales qui se battent résolument. C'est le cas avec les secteurs critiques qui sont disponibles que l'on trouve dans de nombreuses confédérations, parfois même de manière inattendue. Il ne faut pas craindre de prendre des initiatives permettant de rassembler, d'unir. Cela passe impérativement par des rencontres, des échanges d'expérience. Nous avons tous à apprendre les uns des autres. Il est important que la CGT à tous les niveaux engage ce débat avec la FSM, comme elle doit le faire avec d'autres.

La place prise par la FSM et ses affiliés dans l'organisation de la solidarité avec les organisations de la CGT à l'époque du printemps de la colère de 2016 en France sont positifs. Cela fut marqué par le discours du secrétaire général de la FSM à Marseille à une manifestation organisée par la CGT des Bouches du Rhône, et eu un important impact.

Cela doit encourager à poursuivre dans cette voie en partant des revendications concrètes depuis les entreprises, les branches, les régions, les localités. Aller dans cette voie sans sectarisme ni ostracisme permettrait d'ouvrir une perspective. C'est ce que fait notamment l'Union départementale CGT des Bouches du Rhône avec sa conférence internationale des syndicats du pourtour méditerranéen à la mi-décembre 2017. Le secrétaire général de la FSM invité à cette occasion a annoncé sa participation comme beaucoup de délégations étrangères d'affiliation internationale différentes. La direction confédérale elle aussi invitée sera-t-elle présente ? Pour l'heure nul ne le sait ?

Est-on si certain qu'il y a compatibilité entre les orientations de la CGT et celles du syndicalisme européen CES ou celui incarné au niveau international par la CSI. Qu'en pensent les syndiqués et les militants de la CGT. Ont-ils la parole sur ce sujet ? Sont-ils d'ailleurs informés de ces évolutions.

Aujourd'hui dans la CGT quelle analyse faisons-nous de ce qu'est devenu le mouvement syndical international presque 20 ans après la chute du mur de Berlin ? Ne sommes-nous pas encore marqués et effrayés par les stigmates de la guerre froide alors que d'autres ont su les surmonter.

Mon constat est sévère mais il reflète une réalité. Cette situation n'est pas sans influencer négativement l'image et la crédibilité qui est celle du syndicalisme dans son ensemble, en particulier dans la jeunesse. Elle constitue un préjudice aux luttes des travailleurs. Ceci n'est donc pas sans risques, quant à son devenir. Cela nous concerne donc directement ! Il faut en parler ! La direction le veut-elle ?

Ces différences dans le mouvement syndical international sont parfois très tranchées, elles donnent lieu à des débats y compris dans les rangs de la CGT, il ne faut pas les craindre. Si l'on fait le choix de résister, de passer à l'offensive pour trouver une voie qui rassemble les travailleurs, et qui permette de construire une alternative, nous avons besoin de clarifier tous ces sujets et pour cela, nous avons besoin de l'opinion de tous.

La CGT étant affiliée à la CES et à la CSI je ne fais pas ce constat pour culpabiliser, mais doit-on faire comme si cette réalité n'existait pas ? Sommes-nous dorénavant condamnés à déléguer nos pouvoirs à des organisations syndicales supranationales dont les caractéristiques principales consistent à faire preuve de mutisme, à fermer les yeux, à refuser de faire les bilans, à renoncer à une lecture objective de l'histoire. **La CGT pense-t-elle comme la CES/CSI que l'histoire s'est arrêtée avec la chute du Mur de Berlin.**

Faut-il se taire quand l'on sait l'âpreté du combat, la répression et les sacrifices de chaque jour pour un militant syndical en France et dans le monde, quand avec ses camarades, il doit confronter le capital sous toutes ces formes, qu'il s'agisse des sociétés multinationales, des institutions financières, des gouvernements réactionnaires comme celui qui a été mis en place avec l'élection *casting* de Macron. Ne faut-il pas débattre de toutes ces questions sans interdictions ni auto censure, ou faut-il croire nous aussi que l'histoire s'est arrêtée ?

De quoi avons-nous besoin comme solidarité internationaliste en Europe et dans le monde pour mener nos combats jusqu'à la victoire, n'est-ce pas au fond la seule question qui vaille d'être posée ?

C'est justement pourquoi la finalité de notre livre « **camarades, je demande la parole** » est justement de contribuer à ce débat d'idées, à la critique constructive et collective en s'écoutant pour partager et pour décider ensemble.

Cette opinion que j'exprime ici n'est pas à prendre ou à laisser, nous aurons sans doute entre nous des différences, des désaccords, mais ce qui compte, c'est une même volonté de se comprendre pour agir mieux.

Nous ne sommes pas dans l'incantation, ou encore dans la nostalgie d'une période révolue, en fait débattre de tout cela s'est aussi cherché à comprendre dans le contexte de la mondialisation capitaliste comment trouver les voies permettant au monde du travail de passer à l'offensive avec des syndicats plus forts, plus influents, plus crédibles, avec pour ce qui nous concerne, une CGT à l'initiative.

Voilà pourquoi cela suppose de bien apprécier ce que sont les formidables défis que nous avons devant nous. Ces derniers exigent une analyse rigoureuse du rapport des forces afin de situer au juste niveau ce que doit être notre engagement, tout comme le contenu de nos objectifs. Les enjeux sont considérables, notre ambition doit être de se hisser à leurs niveaux pour peser réellement sur le cours des choses.

Il est un fait que l'on ne saurait dissocier l'élection d'Emmanuel Macron de l'analyse que l'on fait de la situation dans le monde, de la crise en Europe, des tensions et conflits internationaux. Tout comme l'arrivée au pouvoir de Donald Trump aux USA l'a montré, celle de Macron est aussi le reflet de la crise profonde que traverse notre société. **Le taux d'abstention historique et de votes blancs aux récentes élections en France a mis en évidence que Macron est un président très minoritaire, élu par défaut et non par adhésion, il en va de même du « mouvement » qui le soutient !**

De ce point de vue, il faut dire clairement que la vision de Macron est de répandre les idées de l'hyper capitalisme à toute l'Europe et au-delà. Il se propose de faire de l'UE un « *paradis capitaliste compétitif* » comme il le dit lui-même. Il veut avoir les mains libres pour restructurer complètement tout le système socio-économique de notre pays en faveur du capital. Il a pour ambition de renforcer l'« élite » financière, la structure oligarchique de l'UE dans une perspective fédérale qu'il veut accélérer et permettre aux banquiers d'imposer de brutales mesures d'austérité dans toute l'Europe.

Dans le domaine des affaires étrangères et militaires, Macron est un chaud partisan de l'OTAN. Son gouvernement s'alignera donc sur la politique agressive des USA envers la Russie et le Proche-Orient en particulier en Syrie, vis à vis de l'Iran dont il met en cause de manière totalement irresponsable la politique de ce pays et sa place au cœur de l'Eurasie.

Sans oublier le soutien aux va-t'en guerres d'Arabie Saoudite et d'Israël qui menacent la paix du monde. Ces derniers participent déjà dans la plus totale impunité aux bombardements de masse des peuples yéménites, syriens, irakiens, après avoir contribué à détruire la Libye devenu maintenant le champ des marchands d'armes et d'esclaves.

Nous sommes donc fixés et les atermoiements, les hésitations, les paroles creuses ne sont franchement pas de mise. Face à cette situation nouvelle le syndicalisme est à la croisée des chemins, et va devoir choisir entre subir ou agir, entre compromissions ou confrontation, entre dépendance ou indépendance, entre accompagnement ou contestation, entre renoncement ou transformation. Nous vivons une période de clarification, en quelque sorte nous pourrions dire que tout le monde est au pied du mur, et cela inclue la CGT.

Cela vaut pour la crise sociale, la guerre économique, les causes réelles de la menace terroriste, les risques de nouveaux conflits, et même d'une troisième guerre mondiale, de l'environnement comme on le voit avec la décision des Etats Unis de se retirer de l'accord de Paris sur le climat. Il en va de même quant au devenir et à la crédibilité d'institutions internationales comme l'ONU et l'OIT seule institution tripartite que beaucoup considèrent comme une forme d'organisation obsolète au même titre que les conventions et normes du travail qui y sont adoptées.

Pour ce qui nous concerne et si nous voulons jouer un rôle au plan européen et international cela suppose de soutenir l'idée d'une rénovation du syndicalisme dans un sens plus revendicatif, plus unitaire, plus indépendant et surtout plus démocratique. Pour cela, il faut aider à sortir des lourdeurs paralysantes, des formalismes, des conventions, en nous tournant vers tous ceux qui veulent agir, et cela, sans écarter quiconque ni aucune des questions qui se posent. Tout devrait être mis à plat !

Le point de départ à partir duquel nous devons nous déterminer pour fixer clairement ce que doit être notre stratégie syndicale internationale, ce n'est pas de s'en tenir aux seules conséquences, mais de bien déterminer les causes qui caractérisent la crise des relations internationale et de ceux qui en assument les responsabilités.

Qu'en est-il ?

Le monde est devenu synonyme d'instabilité, de confrontations, de conflits sans fins. Nous vivons une crise systémique c'est-à-dire une crise qui est tout à la fois politique, économique, monétaire, sociale, alimentaire, énergétique, environnementale, morale, institutionnelle, culturelle, civilisationnelle.

Cette crise du capitalisme est bien plus dévastatrice que la crise de 1929 et bien plus généralisée, à commencer par les Etats Unis eux-mêmes. Les inégalités de développement sont criantes. Si les pays du Nord concentrent 16% de la population mondiale, ils absorbent 70% des richesses qui sont produites. 85 personnes dans le monde possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la planète. Les pays développés dominent l'essentiel de la propriété intellectuelle, 60% des richesses et ressources. Ils contrôlent l'essentiel des recherches dans le domaine des communications, des médias, des bio- technologies, de l'armement, de la sécurité numérique, des sciences du futur.

Vis-à-vis des pays du Sud les gouvernements capitalistes, les sociétés multinationales imposent des politiques de coercition, de racket et de pillage, de mise en concurrence, de délocalisation systématique, de l'usage des zones de non droits que sont les zones franches, sans parler des mal nommés « paradis fiscaux » qui hébergent l'argent des guerres, des marchands d'armes, de la drogue, de la corruption mondialisée. Il est intéressant de noter que le premier voyage à l'étranger de Macron comme président s'est fait dans cette région d'Afrique riche en uranium ou le Premier ministre actuel à l'époque où il était VRP d'Areva avait imposé des accords léonins aux gouvernements locaux. Les troupes françaises assurent cet « ordre » au Mali, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Gabon, au Cameroun, au Niger, au Tchad, en Centre Afrique, à quel prix ? Faut-il s'en accommoder ?

Cette suprématie du capitalisme mondialisé n'est autre que l'impérialisme et son leadership est celui des USA. Ces derniers entendent s'imposer partout au besoin par la force avec l'aide du complexe militaro-industriel dont ils sont dépendants. La démocratie, le respect des choix souverains des peuples sont bafoués ! La défense des droits de l'homme est détournée, instrumentalisée pour permettre la mise en œuvre de stratégies de domination. Ainsi en est-il de l'usage fait dorénavant du concept de « responsabilité à protéger » (R2P) pour légitimer les ingérences.

En Europe, comme partout ailleurs les peuples ont le sentiment « *que ça ne marche pas* », que le système est incapable de répondre aux défis de l'humanité. On assiste à la crise même de l'idée européenne, à l'aggravation de l'endettement, à l'avenir incertain de l'euro, aux tensions avec la Russie et la vassalisation de l'UE vis à vis a des USA qui est illustrée par la signature de l'accord de libre-échange Europe Canada le CETA, véritable cheval de Troie pour la relance des négociations sur le TAFTA entre les USA et l'UE dont la CSI, la CES et l'AFL-CIO s'accommodent fort bien !

Il faudrait compléter ce tableau européen par l'abandon des principes de souveraineté populaire qui sont systématiquement bafoués.

D'ailleurs cela est une nouvelle fois illustré par l'exemple récent des Pays-Bas. Contre l'avis de la majorité des citoyens néerlandais consultés par referendum, Bruxelles avec la complicité du gouvernement d'Amsterdam et dans le silence assourdissant de la CES a imposé la ratification du projet de coopération entre l'UE et l'Ukraine, ce pays aux mains des oligarques corrompus et de bandes nazies. On se souvient qu'après le rejet des Français par référendum, ce fut la même chose avec le projet de traité constitutionnel européen. Après tout n'est-ce pas Jean Claude Juncker Président de la Commission de Bruxelles qui a déclaré « *Il ne peut y avoir de choix démocratiques contre les traités européens* » !

Cette Europe, capitaliste incarne une faillite économique, sociale politique et tout particulièrement un échec démocratique. La monnaie unique, l'euro, en est l'extraordinaire révélateur

Dans ces conditions, quand l'on parle de la menace du populisme en Europe n'est-ce pas pour détourner l'attention des peuples de tout esprit critique. Comme on l'a vu avec les élections en France, le recours à la menace fasciste a constitué un argument politicien et fallacieux, qui a permis un véritable hold-up, une forme de coup d'état.

Il faut savoir de quoi l'on parle, et se dégager de fantasmes ou d'illusoires dangers pour notre démocratie quand nous sommes par contre face à des menaces bien concrètes et réelles, au plan social et démocratique. C'est le moyen pour le capitalisme d'imposer la domination sur toutes les activités humaines de façon autoritaire et unilatérale, sur les peuples et les individus.

Or c'est ce système qui cadenas les libertés et les droits humains, qui impose la pensée unique et la voix de son Maître, qui pille les richesses produites par l'homme et la nature que l'on veut imposer. Tout cela au bénéfice d'une oligarchie corrompue, de riches toujours plus riches, celle que l'on appelle le 1%. C'est cela qu'il faut confronter en toute priorité, car la logique de ce système menace l'avenir même de l'humanité, il frappe partout sans distinctions.

Si la crise est économique, sociale, politique elle est aussi hégémonique. Le système capitaliste voit sa finalité de plus en plus ouvertement contestée. La domination impérialiste, unilatérale et violente est une agression de plus en plus insupportable. A l'échelle du monde fort heureusement cet état de fait est de plus en plus ouvertement mis en question. La CGT doit être de ce combat.

Parfois dans la confusion et parfois de manière plus organisée. Il est un fait, encourageant que des peuples, des états de plus en plus nombreux cherchent à s'émanciper de la tutelle étouffante des pays occidentaux ou par exemple du dollar dans leurs échanges. Ils prennent des initiatives de coopération dans de nombreux domaines. (BRICS, Route de la soie, Forum de Shanghai, ALBA en Amérique Latine, mise en cause du dollar dans les échanges) Pour faire face à la crise ce n'est pas de gestion de la mondialisation capitaliste pour lui donner un visage humain, dont il s'agit ou de résoudre les conflits par les interventions militaires et les ingérences mais d'agir pour promouvoir une autre logique d'autres choix de société, fondée sur la réponse aux besoins, en s'appuyant sur tous ces nouveaux points d'appui, cet état d'esprit nouveau dans les relations internationales qui cherche à se frayer une voie.

Dans ce cadre le combat pour la paix mériterait une autre prise en compte par le mouvement syndical, tout comme par ailleurs celui du drame des réfugiés. De ce point de vue et c'est un bon exemple, la victoire des travailleurs immigrés de Rungis avec la mobilisation de la CGT c'est aussi la victoire de la solidarité internationale de classe. « *Français, immigrés, même patron même combat* » comme nous disions et devons continuer à le dire

Le mouvement syndical international dans son ensemble et dont nous sommes partie prenante se doit de jouer ce rôle mobilisateur. Comment ?

En prenant position clairement et en répondant !

Faut-il considérer la mondialisation capitaliste comme un mal nécessaire et chercher à l'humaniser, à la réguler dans le cadre de ce que les employeurs et les gouvernements décident ? Où s'agit-il de contester les choix du capital, de mettre en question la propriété et les pouvoirs de décision, du lieu de travail jusqu'au niveau de l'état ?

Si la lutte des classes est internationale et si toutes les luttes s'épaulent les unes les autres, il faut bien admettre que les centres de décisions se situent dans les pays occidentaux étant entendu que l'Europe en crise fait figure de vassal et non de contre poids. C'est là que le combat est décisif, mais c'est là aussi où il faut bien constater comme je l'ai dit un déficit de luttes syndicales.

Fort heureusement il y a des actions, mais aussi un manque à gagner évident qui pénalise non seulement les travailleurs en Europe, mais tous les travailleurs internationalement. Comment mettons-nous cela en débat à tous les niveaux, si l'objectif est celui du rapport des forces dont on doit disposer si l'on veut se faire entendre ? Ou devrait se satisfaire de la rédaction de communiqués ou de manifestations sans lendemains à Göteborg ou ailleurs ? Ce qui compte, c'est la permanence de l'action syndicale, quelles que soient les circonstances, le moment ou les lieux.

Le renouveau syndical international appelle plus de débats d'idées, d'échanges de partage. Il faut le faire sans exclusive et par-dessus tout il faut veiller à l'indépendance de celui-ci tout particulièrement vis à vis des forces du capital afin de permettre le développement des luttes et redonner confiance. Le syndicalisme a trop souffert des exclusions, de ce refus de la différence.

Dans ce sens, nous avons besoin d'une anticipation autant que d'une articulation de nos actions du lieu de travail jusqu'au niveau international. Les confédérations nationales, internationales ou régionales, professionnelles ou autres doivent y contribuer par l'initiative. Ne devons-nous pas être exigeant à ce sujet ? Il faut encourager les contacts et la recherche d'actions communes pour faire pression à tous les niveaux.

La « période du grain à moudre » est révolue, et tout le monde s'accorde à dire que loin d'une amélioration de la situation nous sommes face à une crise dont la prochaine étape sera de l'avis général plus forte qu'en 2008. Une véritable apocalypse économique et sociale. Tous les observateurs sont d'accord sur ce point. Comment se prépare-t-on à de telles échéances ? Comment va-t-on résister aux menaces de nouveaux conflits dans le monde en Europe, au Proche-Orient, en Afrique, en Asie ?

Ce qui doit nous guider est comment trouver les moyens d'être utile à nos luttes quotidiennes. Il ne servirait à rien d'être affilié internationalement si cela ne servait pas nos objectifs. Nous n'avons pas besoin de clubs de discussions, mais d'organisations où se prennent des décisions d'actions et de solidarité.

Les syndicats ne vivent pas pour eux-mêmes, mais pour servir des objectifs revendicatifs et les intérêts des travailleurs. N'est-ce pas cette conception qui doit prévaloir dans les actions contre les pratiques des sociétés transnationales, les institutions financières ou encore celles d'organisations internationales comme le FMI, l'OMC, l'OCDE, la Banque Mondiale comme nous l'avons fait avec succès en son temps contre l'AMI, (*l'accord multilatéral sur l'investissement*)

Au fond il s'agit de construire et de multiplier les réseaux, les contre-pouvoirs face aux institutions supranationales, aux institutions financières, aux puissances hégémoniques qui s'arrogent le droit de décider pour tout le monde, y compris par la force. Pour être efficace, il faut que l'internationalisme syndical et celui de la CGT se concrétisent en termes d'engagements concrets, de comportements conséquents à partir des réalités nationales auxquelles les travailleurs sont confrontés.

L'objectif étant d'affaiblir partout les positions du Capital pour avancer vers des succès globaux. Cela doit se faire à partir du lieu de travail, de l'entreprise. Car en dernière analyse, c'est bien là que le combat de classe est décisif.

Jean-Pierre Page *

jean.pierre.page@gmail.com

Décembre 2017

***Jean-Pierre Page** a travaillé à Air France, il a été secrétaire général de l'Union départementale de la CGT du Val de Marne (1979-1990), membre de la commission exécutive confédérale de la CGT (1981-2000), responsable du département international de la CGT (1991-2000). Il est l'auteur de plusieurs livres dont « camarades, je demande la parole ».

